

## RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN TRANSITION



CRDI : Peter Bennett

*Récemment, le CRDI a examiné pourquoi et comment il avait travaillé, au cours des trois dernières décennies, dans des pays en transition — transition de la dictature à la démocratie, du communisme à l'économie de marché, de la guerre à la paix. L'objectif du CRDI était de mieux comprendre comment il recueille et diffuse l'information destinée à éclairer l'élaboration de la programmation et les prises de décisions. Comment le Centre avait-il été informé de l'imminence d'une transition ? Comment s'était-il renseigné sur la situation ? Comment était-il intervenu ?*

*Des études de cas ont été préparées sur l'Algérie, la Birmanie, le Cambodge, le Kenya, l'Afrique du Sud, les pays du cône Sud, le Vietnam et la Cisjordanie et Gaza. Ces huit études de cas et le texte d'introduction qui les accompagne montrent que le CRDI est depuis longtemps capable de travailler dans les situations à haut risque que l'on retrouve avant les transitions et dans la phase initiale de celles-ci. Il en ressort également qu'il a joué un rôle distinct dans l'aide à la recherche et à la conception de politiques axées sur le développement et qu'il a su habituellement adapter sa programmation à des contextes mouvants.*

## KENYA

Les élections générales de 2002 au Kenya, à la suite desquelles un régime notoire pour sa corruption a été remplacé par un gouvernement de coalition désireux d'instaurer une réforme, ont été considérées comme un événement charnière dans l'histoire du pays. Le CRDI, déjà actif au Kenya depuis plus de 30 ans, a réagi rapidement en proposant une série de projets spécialement conçus pour favoriser le changement de gouvernance annoncé et en maximiser les retombées. Quelques mois après les élections, il était clair que cette période de transition était propice à l'exécution de travaux de recherche visant une incidence sur les politiques. Mais il est également devenu évident rapidement que la transition était vulnérable aux reculs.

Les élections générales de 2002 ont mis fin au régime discrédité de Daniel arap Moi, le président sortant. Le successeur désigné de Moi a été défait par une écrasante majorité par Mwai Kibaki, chef d'une alliance multiethnique du nom de National Rainbow Coalition. Kibaki et ses partisans avaient fait campagne contre la corruption, et pour la reprise économique, la transparence et la reddition de comptes. Fort d'un immense appui populaire, le nouveau gouvernement semblait bien placé pour entreprendre une réforme profonde et durable, et permettre l'amorce d'une transition historique qui mettrait fin aux pratiques de favoritisme et de pillage qui avaient cours sous l'ancien régime.

Au début de 2003, soit quatre mois seulement après les élections, la haute direction avait déjà approuvé provisoirement huit projets — financés à hauteur de un million de dollars canadiens par le CRDI — visant l'exécution de travaux de recherche et le

renforcement des capacités au cours de cette période de transition. En juin, les fonds étaient engagés, ce qui constitue un délai exceptionnellement court entre la conception et la mise en œuvre de projets. Plusieurs facteurs expliquent cette rapidité de décision et d'exécution. Notamment, le CRDI soutenait déjà la recherche au Kenya depuis 1972; il y avait financé plus de 300 projets, d'une valeur totale de plus de 30 millions de dollars. Le Centre et son personnel connaissaient bien le Kenya et sa population. Par ailleurs, le Bureau régional de l'Afrique orientale et australe du CRDI était situé à Nairobi, et la directrice régionale et les membres de son personnel (dont certains étaient kényans) entretenaient des liens solides avec des interlocuteurs au sein du gouvernement, d'organismes de la société civile, du milieu de la recherche et du secteur privé. La rapidité du processus est également due à la consultation tripartite qui a facilement eu lieu pour la prise de décisions entre le personnel du bureau de Nairobi, les gestionnaires des programmes au siège et la présidente du CRDI, qui s'est engagée personnellement. De plus, les activités et les objectifs du CRDI allaient dans le même sens que la politique étrangère et l'aide extérieure du Canada, lesquelles visaient également à soutenir le programme annoncé par le nouveau gouvernement du Kenya.

Grâce à d'étroites consultations avec des Kényans au sein du gouvernement et à l'extérieur, le CRDI a été en mesure de concevoir une série de projets convenant à une intervention en début de transition. Certains projets visaient à répondre directement aux priorités ministérielles, tandis que d'autres se fondaient sur des idées de recherche déjà en gestation avant le début de la transition. Bref, il s'agissait d'une combinaison de projets ponctuels adaptés à des interventions en début de transition et d'initiatives plus longuement mûries à la suite d'une analyse approfondie et de travaux sur le terrain.

Voici un aperçu des huit projets : renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance et de l'éthique, afin d'aider le service de la gouvernance et de l'éthique à faire enquête sur les illégalités et les irrégularités commises en matière d'attribution des terres sous les anciens régimes et à retrouver les biens publics pillés; intégration de la gestion de la biodiversité à la réforme agricole en milieu rural, y compris la mise à l'essai et la préservation de plantes médicinales traditionnelles; élaboration de politiques et promotion de l'accès de la population aux technologies de l'information (deux projets); projet de transition axé précisément sur le redressement économique; participation de la société civile au processus de transition; initiatives au sein du ministère de l'Eau, dont des évaluations de l'offre et de la demande; prestation d'une aide au directeur des poursuites publiques.

Tous ces projets ont été concentrés au cours de la même année, comme le préconisaient le CRDI et les partenaires bénéficiaires afin d'obtenir un effet rapide. On a toutefois reconnu la possibilité de poursuivre et d'étendre ces projets, et

plusieurs d'entre eux ont effectivement pris de l'envergure au cours des années suivantes et ont parfois même reçu l'appui d'autres bailleurs de fonds. Il est d'ailleurs important de mentionner que d'autres bailleurs de fonds ont beaucoup contribué à la réforme qui a eu lieu au cours de la transition. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a notamment participé énormément à l'instauration de pratiques de gouvernance démocratique au Kenya dès les premières élections multipartites de décembre 1992.

Les projets soutenus par le CRDI étaient avant tout des initiatives à petite échelle spécialement conçues pour aider les nouveaux dirigeants kényans à transformer rapidement leur vision en action; il s'agissait donc de projets qui visaient à leur fournir des connaissances et de nouvelles constatations sur demande, ainsi que les structures institutionnelles dont ils avaient besoin pour soutenir la réforme et la poursuivre.

Afin de pouvoir relever les difficultés bien particulières associées à la lutte contre la corruption au sein du gouvernement, le CRDI a financé des projets à cet égard par l'entremise du bureau de Nairobi de Transparency International. Tant les responsables de l'éthique au sein du gouvernement que Transparency International étaient favorables à ce partenariat.

Le seul inconvénient possible de cette exécution rapide des projets était le risque d'exclure ou de négliger d'autres projets intéressants susceptibles d'être financés par le CRDI; par exemple, il n'y a eu aucun projet axé précisément sur la politique en matière de santé. Mais, dans l'ensemble, les avantages d'une intervention rapide ont été considérables. Ainsi, alors que les relations entre le milieu de la recherche et les responsables des politiques étaient auparavant tendues ou inexistantes, les ministres et les hauts fonctionnaires accueillaient désormais favorablement les conseils fondés sur la recherche. Et si le processus général d'approbation des projets avait manqué d'une certaine rigueur ou n'avait pas comporté une analyse des risques suffisamment approfondie, la diversité des projets choisis et la qualité des partenaires avaient permis de réduire les risques et d'accroître les probabilités de succès.

Il convient toutefois de mentionner que le programme kényan de lutte contre la corruption a montré des signes de faiblesse vers la fin de la première année du mandat du gouvernement Kibaki. Il a notamment été mentionné, dans une analyse commandée par Transparency International vers la fin de 2004, que la mauvaise coordination des mécanismes de la réforme avait permis aux éléments corrompus de renaître de leurs cendres et de s'immiscer dans le nouveau régime. Des reculs évidents de la réforme et la manipulation à des fins politiques des clivages ethniques de longue date ont marqué la reprise du favoritisme et miné la confiance de la population envers le président et son administration. En février 2005, le secrétaire permanent chargé des questions de gouvernance et d'éthique a démissionné, en désespoir de cause. En novembre 2005, au cœur de nouvelles allégations de corruption, Kibaki a dissolu son cabinet après avoir perdu un référendum national sur des modifications

constitutionnelles. Comme la majorité des transitions, la transition au Kenya a donné lieu à des déceptions et à des revirements. Le CRDI a donc continué de soutenir les efforts déployés par les Kényans pour améliorer la participation de la population, la transparence et la responsabilisation du gouvernement.

*Cette étude de cas fait partie d'un rapport plus exhaustif préparé par Nancy Smyth et Maggie Gorman, du Groupe des politiques et de la planification du CRDI.*

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

**Centre de recherches pour le développement international**

CP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Tél. : 613-236-6163

Télec. : 613-238-7230

Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)